



## COMPTE-RENDU DU BUREAU

MERCREDI 23 AVRIL 2025

- A Clichy -

B.O. n° 2660

### Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier	Bernard DALMON
Vice-présidents délégués	Jean-Luc MANAUDOU Patrick PEREZ
Vice-président(e)s	Christiane GUERIN Joël PINEAU Carine SOLLBERGER Alexandra VERGNES
Chargés de mission	Sylvie CAILLET Jean-Marc LANDAIS

### Excusés :

1er Vice-Président délégué	Lazreg BENELHADJ
Vice-présidente	Bénédicte COMPOIS
Vice-présidente	Virginie PORTAL
Représentant des SHN	Alexandre CAMARASA

### Absente :

Représentante des SHN	Charlotte BONNET
-----------------------	------------------

### Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Responsable de la coordination des Instances	Magali TAPRET
Responsable Juridique	Antoine FONTAINE
Centre Fédéral de Ressources	Lysiane DEBAR (en partie)

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

Gilles Sézionale souhaite la bienvenue à toutes et à tous.

Il informe que la procédure de nomination du nouveau Directeur Technique National a été jugée infructueuse par le Ministère, sans plus d'explications. La Fédération a réagi en envoyant un courrier à la Ministre et à d'autres personnalités en exprimant son refus de toute nouvelle procédure tant que la situation n'est pas éclaircie, espérant toujours la nomination de Florian Bruzzo. Dans l'attente et afin d'assurer la continuité du fonctionnement fédéral, la Fédération a décidé de proposer Denis Auguin en tant que DTN par intérim.

## 1. Affaires Administratives

### 1.1 – Validation des procès-verbaux des cercles de compétence

- CC Arbitres et Délégués de Water-Polo du 10 mars 2025 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- CC Médical du 11 mars 2025 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ **CC Natation Artistique du 12 mars 2025 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ **CC Nagez Forme Santé du 18 mars 2025 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ **CC Nagez Forme Bien-être / Eveil Aquatique du 25 mars 2025 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ **CC Assemblée des Départements du 26 mars 2025 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ **CC Lutte contre les violences sexuelles du 30 mars 2025 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ **CC Natation Course du 31 mars 2025 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ **CC Pratique d'une activité saisonnière des 12 mars et 2 avril 2025 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

## **1.2 – Propositions de modifications statutaires et réglementaires**

Antoine Fontaine présente les propositions de modifications statutaires et réglementaires qui seront présentées à la validation du Codir le mercredi 30 avril prochain.

Les principaux points abordés sont :

- La refonte de l'ensemble des règlements fédéraux pour plus de clarté et de cohérence
- Création d'un plan simplifié et adapté avec une déclinaison en Livres
- Prise en compte de la fonction de président délégué
- Renforcement du rôle de la CSOE (Commission de Surveillance des Opérations Électorales) en cas de révocation des instances dirigeantes
- Actualisation des articles sur la composition et la compétence du CED
- Précisions apportées concernant les pouvoirs et missions du CODIR ainsi que la procédure d'appel des décisions des CC devant le CODIR
- Ajout de la licence eau froide à partir de la saison 2026-2027 (indispensable pour demander l'inscription sur la liste des disciplines à contraintes particulières qui justifierait que l'on impose un suivi médical spécifique)
- Suppression du Congrès : remplacement par le conseil consultatif des clubs
- Création d'un article relatif à l'assemblée des départements
- Clarification des procédures d'affiliation des clubs

La présentation complète des propositions de modifications est jointe au présent procès-verbal.

Concernant l'ajout d'une licence « eau froide », Laurent Ciubini met l'accent sur la nécessité de monter un groupe de travail sur le sujet.

Carine Sollberger précise qu'il s'agit d'une discipline distincte avec une réglementation particulière, notamment en termes d'exigence médicale.

Concernant les précisions apportées relatives aux pouvoirs et missions du Codir ainsi que la procédure d'appel des décisions des CC devant le Codir, Patrick Perez rappelle que les CC ne sont aucunement décisionnaires, notamment dans le domaine financier. Le CC est un groupe de réflexion qui propose au Bureau et au Codir.

Ce sujet devant être approfondi, son examen est reporté à la saison prochaine.

### **1.3 – Retour sur le Conseil des Territoires des 26 et 27 mars 2025**

Jean-Luc Manaudou présente la synthèse des échanges de ces deux journées en présentiel :

- Matinée du 26 mars : présentation et échanges autour du projet d'olympiade
- Après-midi du 26 mars : ateliers thématiques (Sportif, Développement, Contractualisation, Finances)
- Matinée du 27 mars : ateliers participatifs sur la contractualisation (part régionale, emplois FFN...)

**Bonne participation des Ligues : 28 participants et 16 Ligues**

#### **Les principales pistes de travail évoquées :**

- Mettre en place un groupe de travail avec les trésoriers des Ligues pour ébaucher une « comptabilité fédération / ligues uniformisée »
- Reprendre le travail de diagnostic de développement des Ligues avec Forces / Faiblesses / Opportunités / Menaces
- Enrichir le document-cadre de contractualisation de nouveaux « droits et devoirs » des Ligues
- Recréer une récurrence dans les échanges, en présentiel et en distanciel

Pour la suite :

- **Organisation d'un second Conseil des Territoires, en visioconférence fin mai/début juin 2025 :**
  - Premiers retours sur la conférence des Trésoriers
  - Validation d'une trame de diagnostic territorial déclinée à chaque Ligue
  - Définition de la feuille de route à confier au CC Contractualisation
  - Définition des principales orientations budgétaires (part fédérale contractualisation, emplois)
- **Mise en route du CC Contractualisation :**
  - Réunion de mise en place en juin 2025
  - Travaux juin-septembre 2025
  - Re-signature des conventions de contractualisation en janvier 2026
- **Organisation d'un Conseil des Territoires en région (AURA), fin septembre – début octobre 2025 :**
  - Remise des diagnostics territoriaux
  - Présentation et échanges autour de la Contractualisation 2026
  - Point d'avancement sur la « comptabilité fédérale universelle »
  - Préparation de la campagne PSF 2026 et des contrats personnalisés FFN-Ligues

Le format de réunion en présentiel pourrait être semestriel, avec une organisation à la charge de la ligue hôte.

Gilles Sézionale remercie vivement Jean-Luc Manaudou et le Centre Fédéral de Ressources pour cette organisation qui répond totalement aux attentes des ligues et de la fédération. Il met à nouveau l'accent sur le fait que les ligues doivent être les chevilles ouvrières du programme fédéral.

### **1.4 – Point sur les cercles de compétence et représentations territoriales**

Sur les 51 cercles de compétences, 6 sont encore en cours de finalisation.

Concernant les représentations territoriales, les réponses de deux ligues sont encore attendues

Une demande complémentaire de référents territoriaux pour le CC Marketing et Communication sera prochainement adressée aux ligues.

## **2. Affaires financières**

---

### **2.1 – Point à date sur les licences**

- ✓ 346 944 licences (+ 7 635 licences par rapport à N-1, soit + 2,25 %)
- ✓ 9 333 licences migration
- ✓ 9 650 licences en attente
- ✓ 6 396 535 € pour la FFN (+ 164 000 € par rapport à N-1)

### **2.2 – Point atterrissage 2024 définitif**

Le résultat financier pour 2024 est excédentaire de + 65 000 euros.

Bien qu'inférieur aux prévisions initiales de + 150 000 euros, ce résultat est considéré comme satisfaisant, notamment en période olympique.

Il est également rappelé que nous sommes sur une reconstitution des fonds propres de la Fédération. A noter également la perte de 70 K€ par la FFN due à la liquidation du club de Tourcoing qui impacte le résultat financier.

### **2.3 – Règlement financier 2025/2026 : proposition de modification du tarif de la licence**

Une augmentation de 5 euros sur les licences est proposée. Les nouveaux tarifs proposés sont :

- ✓ **Licences compétition** : passage de 55 € à 60 € pour les 12 ans et plus et de 39 € à 44 € pour les 11 ans et moins
- ✓ **Licences compétition estivale** : passage de 35 € à 40 € pour les 12 ans et plus et de 31 € à 36 € pour les 11 ans et moins
- ✓ **Natation pour tous** : passage de 15 € à 20 € pour les 16 ans et plus et de 27 € à 32 € pour les 15 ans et moins
- ✓ **Encadrement** : passage de 15 € à 20 €
- ✓ **Licence Eau Libre promotionnelle** : maintien à 15 €
- ✓ **Licence JAN / AA** : maintien à 15 €
- ✓ **E-licence** : passage de 12 € à 15 €
- ✓ **Surlicence « Natation pour tous »** : maintien à 3 €
- ✓ **Titre de participation découverte** : maintien à 2 €

## **3. Lancement des campagnes PSF et labellisation**

---

### **3.1 – Campagne PSF**

Lysiane Debar rappelle le cadre de fonctionnement défini par l'ANS :

- ✓ **Objectifs opérationnels 2025** :
  - Développement de la pratique
  - Promotion du Sport Santé
  - Développement de l'éthique, de la citoyenneté, lutte contre les violences et discriminations
  - Soutien à l'Accession HN/ structures CAF
- ✓ **Priorités d'action** :

- Développement de la pratique féminine
  - L'accès au sport pour tous et lutte contre les inégalités
  - Le sport santé
  - Les pratiques inclusives
- ✓ **Cibles prioritaires :**
- Publics : jeunes, femmes, seniors, personnes éloignées de la pratique sportive
  - Territoires : Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville, Zones de Revitalisation Rurale
- ✓ Enveloppe PSF 2025 : 1 319 000 € (en baisse par rapport à l'année précédente)
  - ✓ Sanctuarisation des crédits Outre-Mer : 128 500 €
  - ✓ Une part club réservée à hauteur de 50 % de l'enveloppe globale
  - ✓ Une part PPF représentant au maximum 15% de l'enveloppe globale, dédiée au financement des actions CAF

Concernant les modalités de mise en œuvre, les points identiques à 2024 :

- **L'éligibilité des actions :** actions visant à développer la pratique sportive pour le plus grand nombre, à augmenter le nombre de licenciés, à structurer les clubs, à diversifier les activités fédérales...

Comme en 2024, ne sont pas éligibles au financement PSF :

- ✓ Les actions liées à la compétition, au haut niveau, à l'organisation de stages sportifs de préparation à des compétitions et/ ou de détection (excepté pour les territoires ultramarins et les structures CAF du PPF)
- ✓ L'achat de matériels lourds de type technique, informatique, électronique, sportif (ex : aquabike)
- ✓ Les actions de fonctionnement de la structure : toutes les actions identifiées dans le cadre du PST (l'emploi et l'Apprentissage, le Plan « J'apprends à nager » / Le Plan Aisance Aquatique, les Equipements Sportifs.

- **La période de mise en œuvre des actions**

Chaque action doit démarrer durant l'année civile 2025. La période éligible au financement des actions est fixée du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 30 juin 2026. L'action peut se poursuivre en 2026 à condition qu'elle ait démarré en 2025.

- **Un seul dossier de demande de subvention par structure**

Un dossier pouvant contenir plusieurs actions et l'ajout d'action(s) est possible tant que le dossier n'a pas été transmis au service instructeur.

- **Le nombre d'actions mini/maxi à présenter**

- Ligue : minimum 2 actions et maximum 4
- Comité : minimum 2 actions et maximum 3
- Club : minimum 2 actions et maximum 3

+ possibilité pour les structures reconnues CAF/CNAHN par la DTN de déposer 3 actions supplémentaires au titre du PPF (liste des structures éligibles dans les annexes du guide méthodologique).

Les nouveautés 2025 :

- **Le financement des dossiers**

Le seuil d'aide financière est fixé à 1 500 € (abaissé à 1 000 € pour les structures dont le siège social est situé dans une ZRR).

Afin de limiter le « saupoudrage », il existe désormais un seuil d'aide minimum par action. Celui-ci s'élève à 750 € par action (500 € en ZRR).

- **Distinction de projets emblématiques** répondant à une problématique environnementale, d'innovation et de dynamique territoriale.

Le calendrier prévisionnel 2025 :

- ✓ Avril 2025 : Diffusion de la note de cadrage fédérale et ouverture de la campagne le 23 avril
- ✓ Avril-mai 2025 : Période de dépôt des dossiers sur le CompteAsso (date limite : 23 mai)
- ✓ Juin-septembre 2025 : Instruction fédérale en juin (ligues et Fédération) puis mise en paiement des subventions
- ✓ Janvier N+1-Juin N+1 : Saisie des comptes-rendus financiers sur le CompteAsso pour justifier de la subvention obtenue

### 3.2 – Campagne Labellisation

Lysiane Debar rappelle les principes de la labellisation.

#### ✓ 3 labels décernés : Or, Argent et Bronze

**Nouveauté 2025** : même sans label, tout club s'étant inscrit dans la démarche de labellisation obtiendra le statut de « club engagé ». S'engager dans le processus de labellisation permettra d'avoir, pour le club, une visibilité sur ses axes de développement et d'être éligible aux PSF 2026.3 mentions évaluées : Apprentissage, natation pour tous et compétition

#### ✓ 3 mentions évaluées : Apprentissage, Natation pour Tous et Compétition

A travers des indicateurs fédéraux (brevets fédéraux et/ou MNS, agréments FFN, nombre de tests SNS, nombre de licenciés, classements des compétiteurs, officiels, etc.).

Le calendrier du dispositif :

- ✓ 22 avril 2025 : Lancement de la campagne
- ✓ 30 juin 2025 : Clôture du dépôt des demandes de labellisation sur Extranat
- ✓ Juillet-septembre 2025 : Instruction FFN – Ligues
- ✓ Septembre 2025 : Validation des propositions de label par le CODIR
- ✓ Début octobre 2025 : Publication des résultats

Un webinaire sur la Labellisation sera organisé en juin.

A noter également la volonté de renforcer le lien entre la labellisation des clubs et l'attribution des subventions PSF à partir de la saison prochaine.

## 4. Point sur les organisations fédérales

---

Le bureau valide les organisations suivantes :

- Championnats de France Elite 25m du 6 au 9 novembre 2025 à Taverny
- Championnats de France Interclubs Maîtres 2026 à Châteauroux
- Championnats de France Eau Libre 2026 à Brive

Sont également évoquées les candidatures suivantes :

- Coupe de France U13 ou U15 2026 en Nouvelle Aquitaine (St Jean d'Angely ou Niort)
- Championnats de France Elite 50m 2026, qualificatifs aux Championnats d'Europe 2026 : Chartres  
Concernant cette dernière candidature, Jean-Luc Manaudou met l'accent sur la nécessité d'organiser une réunion avec Chartres Métropole afin d'en discuter.
- Championnats de France Elite 50m 2027 : Limoges

## 5. Calendrier institutionnel

---

- ✓ **Mercredi 30 avril à 14h00** : Comité Directeur

## **6. Questions diverses**

---

### **6.1 – Communication et organisation internes**

Des problèmes de communication interne et de circulation de l'information sont soulevés, notamment :

- Nécessité d'améliorer la communication interne et la coordination entre les différentes instances de et plus particulièrement entre la Fédération et les ligues, en rappelant qu'il convient d'informer systématiquement le(la) Président(e) de la ligue de toute action ou événement organisés au sein de son territoire ainsi que de tout échange avec un référent régional, en le(la) mettant systématiquement en copie.
- Difficultés à trouver certaines informations sur le site internet de la fédération (résultats de compétition, actualités...).
- Nécessité de préciser plus clairement le mode de fonctionnement des cercles de compétence, notamment sur la répartition des rôles entre les cercles, la direction technique et les élus.

### **6.2 - Points sportifs divers**

- Sylvie Caillet fait part d'une interrogation de la commission sportive du département de l'Ain relative à des difficultés de compréhension du système de ranking pour les Championnats de France Juniors de Rennes.  
Jean-Luc Manaudou répond qu'il s'agit d'un problème de lecture des entraîneurs car tout est bien expliqué dans le règlement de la compétition.
- La question de l'intérêt de maintenir le système d'année civile pour les catégories d'âge et les problèmes liés aux écarts de maturité entre les différentes catégories d'âge, notamment chez les juniors sont également évoqués. Gilles Sézionale propose que la possibilité de revenir à un système de catégories d'âge basé sur l'année scolaire plutôt que l'année civile soit proposée lors de l'Assemblée Générale.  
Laurent Ciubini alerte sur le fait qu'il faut au préalable vérifier si ce retour en arrière est faisable d'un point de vue informatique pour la saison prochaine.

Gilles Sézionale remercie chacun pour les échanges constructifs et le partage des problématiques avec une volonté partagée d'améliorer le fonctionnement de la fédération.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h00.

**La Secrétaire Générale**  
**Dominique CUPILLARD**

**Le Président**  
**Gilles SEZIONALE**